



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES

**Fourniture, pose et location avec possibilité d'achat
de bâtiments modulaires à usage tertiaire et de
laboratoires d'Anatomie et Cytologie Pathologique
sur le site de l'hôpital Haut Lévêque - Groupe
Hospitalier Sud**

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Type de contrat	4
1.3 - Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants	5
3.1 - Représentant du titulaire	5
3.2 - Représentant du Centre Hospitalier	5
3.3 - Cotraitance	5
3.4 - Sous-traitance	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
5 - Durée et délais d'exécution	6
5.1 - Durée des travaux	6
5.2 - Durée de la location et durée du marché	6
5.3 - Durée de la remise en état	6
6 - Prix	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Clause de réexamen	7
6.3 - Modalités de variation des prix	7
7 - Garanties Financières	8
8 - Avance	8
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions des articles 11.2 et 11.7 du CCAG-FCS	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement sur EDIFLEX	8
9.3 - Délai global de paiement	9
9.4 - Paiement des cotraitants	9
9.5 - Paiement des sous-traitants	9
10 - Conditions d'exécution des prestations	9
11 - Clause de réexamen	10
12 - Développement durable	10
13 - Installation et organisation du chantier pour les travaux accessoires de pose et installation des bâtiments modulaires ainsi que pour le retrait des modulaires, le cas échéant.	11
13.1 - Installation de chantier	11
13.2 - Coordonnateur Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	11
13.3 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	12
13.3.1 - Gestion des déchets de chantier	12
13.3.2 - Nettoyage du chantier	12
13.3.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux avant réception des modulaires	12
13.3.4 - Procédure de réception des bâtiments modulaires, ainsi que toutes les prestations décrites au CCTP, après réalisation des travaux de pose et installation	12
13.3.5 - Documents à fournir après exécution	13
14 - Constatation de l'exécution des prestations	14
14.1 - Vérifications	14
14.2 - Décision après vérification	14
15 - Garantie des prestations	14

15.1 - Garantie dans le cadre de la fourniture, des travaux de pose et installation.....	14
15.2 - Garantie pour les prestations (hors prestations de travaux de pose et installation) ...	15
16 - Pénalités.....	15
16.1 - Pénalités de retard	15
16.2 - Autres pénalités spécifiques	15
17 - Assurances.....	16
18 - Résiliation du contrat.....	16
18.1 - Conditions de résiliation	16
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
19 - Règlement des litiges et langues	17
20 - Dérogations	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent en la fourniture, pose et location avec possibilité d'achat de bâtiments modulaires à usage tertiaire et de laboratoires d'Anatomie et Cytologie Pathologique sur le site de l'hôpital Haut Lévêque - Groupe Hospitalier Sud.

En application de l'article L.1111-3 du code de la commande publique : « Un marché de fournitures a pour objet l'achat, la prise en crédit-bail, la location ou la location-vente de produits. Il peut comprendre, à titre accessoire, des travaux de pose et d'installation. »

Dans le cadre du présent marché, les travaux de pose et d'installation sont décrits au CCTP.

Lieu(x) d'exécution :
Hôpital Haut-Lévêque
Av. Magellan
33604 Pessac

1.2 - Type de contrat

Marché ordinaire.

1.3 - Décomposition du contrat

Le marché est composé de 2 tranches :

- Tranche ferme : postes P1 et P2 définis au 6.1 du présent CCAP
- Tranche optionnelle 1 : poste P3 défini au 6.1 du présent CCAP. La tranche optionnelle n°1 pourra être affermie sur décision du pouvoir adjudicateur au 30^{ème} mois de location.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) son annexe 1 Désignation des cotraitants et répartition des prestations ainsi que son annexe financière (DPGF et BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe EDIFLEX
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Fiches techniques
- Schéma fonctionnel
- Tableau des surfaces
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire ;

3 - Intervenants

3.1 - Représentant du titulaire

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne la personne physique chargé de le représenter. L'expérience et les compétences minimales de ces personnes sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique.

En cas d'indisponibilité de la personne nommément désignée, le titulaire en avise sans délai le pouvoir adjudicateur et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Il propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes dans un délai de 15 jours maximum. Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à défaut à compter du constat par le pouvoir adjudicateur de cette indisponibilité, notifiée par courrier électronique, dont la date d'envoi fait foi, et par LRAR dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Le pouvoir adjudicateur peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Dans ce cas, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

3.2 - Représentant du Centre Hospitalier

La conduite de l'opération sera assurée par le maître d'ouvrage représenté par :

Monsieur LABARTHE Stéphane
Conducteur d'opérations de travaux Tous Corps d'Etat
Direction des Travaux Incendie Maintenance et Energie
Service Ingénierie Groupe Hospitalier Sud
Avenue de Magellan - 33604 PESSAC
Tél : 06.07.45.73.87
Mail : stephane.labarthe@chu-bordeaux.fr

3.3 - Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

En cas de défaillance d'un cotraitant, le mandataire dispose de 15 jours, pour procéder à son remplacement par un sous-traitant après inventaire des prestations restant à exécuter. Ce délai court à compter soit de la date du constat réalisé et notifié par le pouvoir adjudicateur au mandataire soit de la date de notification de la défaillance par le mandataire au pouvoir adjudicateur.

3.4 - Sous-traitance

En cours d'exécution du marché, le titulaire ne pourra en aucun cas transmettre tout ou partie de la prestation à un sous-traitant sans l'accord express du représentant du pouvoir adjudicateur. Cet accord, matérialisé par une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4, le cas échéant), sera demandé par voie électronique avec accusé de réception. Le sous-traitant ne pourra en aucun cas intervenir sur le chantier avant la validation express ou tacite du représentant du pouvoir adjudicateur et/ou dans le cas d'un refus.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS. Le titulaire a sous sa pleine responsabilité la garde et l'utilisation de l'ensemble de l'outillage ou équipements utilisés par ses agents sur l'ensemble des sites géographiques concerné par le marché. Le Titulaire a une obligation de sécurité à l'égard des matériels dont il assure la maintenance, des personnes qui travaillent pour lui et de l'environnement (matériels et humains).

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour assurer les prestations objet du marché. Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné.

Le personnel doit être muni en permanence lors de sa présence sur site :

- d'une carte d'identité ;
- d'un badge établi par l'entreprise.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité. Le personnel du titulaire a accès aux équipements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité applicables.

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages corporels, équipements et immatériels, consécutifs, résultant directement de la mise en jeu de sa responsabilité civile, au titre des prestations lui incombant, que ces dommages soient causés à des tiers ou à l'établissement public.

Pour les interventions dans des services à environnement protégés, le technicien devra s'annoncer au service et revêtir une tenue (blocs, réanimation par exemple) ou un dispositif de sécurité adapté aux dangers encourus pour le patient ou pour lui-même

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité. Chaque sous-traitant étant soumis à ces mêmes obligations

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

Durée contractuelle : La durée contractuelle du marché est de 48 mois à compter de sa date de notification (5 mois de travaux , 42 mois maximum de location des modulaires et 1 mois de remise en état).

5.1 - Durée des travaux

Les travaux débutent à compter de sa date de notification et jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Les travaux d'installation concernent :

- Toutes les études préalables (instruction du permis de construire et attestations de conformité réglementaire).
- La fabrication des bâtiments modulaires
- Le transport et le grutage de l'ensemble ainsi que le montage des éléments sur place
- Le calage final des modules
- L'amenée des réseaux compris raccordement des bâtiments modulaires
- Le nettoyage des abords après installation des bâtiments modulaires ainsi que la mise en service du bâtiment

La durée des travaux précités est de 5 mois maximum à compter de la notification du marché.

5.2 - Durée de la location et durée du marché

La location du bâtiment est d'une durée de 30 mois.

Ce délai commence à partir de la réception des travaux. La réception des modulaires lance le début de la garantie de parfait achèvement.

A compter du 30ème mois, et en application de la clause de réexamen, la durée de location des modulaires pourra être prolongée d'un mois à raison d'une durée maximale supplémentaire de 12 mois.

5.3 - Durée de la remise en état

Le démontage, le repliement des bâtiments ainsi que la remise en état du site se fera sur une durée maximum de 1 mois.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les prix de l'acte d'engagement.

- Le prix **forfaitaire** P1 comprend (tranche ferme) :
 - Toutes les études préalables (instruction du permis de construire et attestations de conformité réglementaire).
 - La fabrication des bâtiments modulaires
 - Les travaux d'installation
 - La location du bâtiment **sur 30 mois**
 - Le démontage et repliement des bâtiments
 - La Remise en l'état originel du site

Le P1 sera le prix payé par le pouvoir adjudicateur sans activation d'une clause de réexamen (P2 ou/et P3).

- Le prix **unitaire** P2 (tranche ferme) :
 - La location d'un mois supplémentaire ou d'un mois en moins par rapport à la location sur 30 mois.Chaque commencement de mois sera dû au titulaire

Le P2 n'a d'utilité que dans le cadre de l'activation par le pouvoir adjudicateur de la clause de réexamen défini ci-après.

- Le prix **forfaitaire** P3 (tranche optionnelle n°1) :
 - La levée de l'option d'achat

Le prix indiqué à l'acte d'engagement doit correspondre à l'achat complet. Le prix indiqué à l'acte d'engagement doit déduire le prix de démontage, repliement et remise en état du site intégré au P1.

Le P3 n'a d'utilité autre que dans le cadre de l'activation par le pouvoir adjudicateur de la clause de réexamen définie ci-après au terme de cette location. La tranche optionnelle n°1 pourra être affermie sur décision du pouvoir adjudicateur au 30^{ème} mois de location.

6.2 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution.

Le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen se font à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Le titulaire du contrat ne pourra s'y opposer.

- Clause de réexamen 1 : variation du délai de location (P2)

Si le besoin de location est supérieur ou inférieur aux 30 mois initialement prévus, le pouvoir adjudicateur paiera en plus ou en moins le prix P2 pour chaque mois, dans la limite de 12 Mois supplémentaires.

6.3 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG - Fournitures courantes et service. Le versement de l'avance et la récupération s'effectuent en application des dispositions du code de la commande publique.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions des articles 11.2 et 11.7 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement sur EDIFLEX

Le calcul des décomptes et des acomptes sera effectué par un système de gestion informatique des marchés (EDIFLEX, cf. annexe 1 du présent CCAP).

Le service est entièrement financé par le maître d'ouvrage et est imposé aux titulaires qui devront obligatoirement utiliser ce système de gestion et disposer d'une connexion au réseau internet et d'une messagerie de type E-mail. Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement via le serveur EDIFLEX. Les modalités sont définies dans l'annexe au présent CCAP dénommée « Convention d'inter-échange relative au service d'échange électronique de gestion Financière des marchés de prestations intellectuelles et de travaux ».

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement via le serveur EDIFLEX. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ; 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur de l'établissement parti, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation, bon de commande ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS, ou tout moyen numérique ou matériel permettant d'accuser réception.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAGFCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions d'accès au site :

Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur sur le site.

Les interventions sont strictement encadrées et ne peuvent donner lieu à aucune photo sans autorisation au préalable. Il appartient au titulaire de prendre ses dispositions en conséquence. Une autorisation est fournie à chaque intervenant.

L'établissement des autorisations d'accès implique que :

- Le titulaire fournit à la personne publique, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est soumise à l'approbation du bénéficiaire et doit être tenue à jour mensuellement.
- Les agents affectés à l'exécution des prestations du présent marché sont munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils présentent, sur demande, au bénéficiaire.
- Les modifications intervenant dans la composition du personnel sont notifiées au bénéficiaire au moins huit jours avant en transmettant les renseignements nécessaires pour l'agrément et pour l'établissement des laissez-passer au plus tard 48 heures avant la prise de poste. En cas de maladie, le titulaire informe le

service dans le plus bref délai. Faute de respecter les règles ci-dessus, le titulaire ne peut élever de réclamation d'aucune sorte à la suite de l'interdiction d'accès aux personnes non inscrites ou qui auraient été découvertes dans un endroit autre que leur lieu ou zone de travail sans pouvoir en justifier la nécessité. Le non-respect de cette clause entraîne des pénalités telles que définies à pénalités du présent CCAP.

Horaires d'intervention :

Sauf disposition contractuelle contraire, les horaires d'intervention sont déterminés d'un commun accord entre le titulaire et l'établissement bénéficiaire ou son représentant. Les heures d'intervention peuvent être modifiées en cours de marché.

Effectifs :

Les effectifs globaux et la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les prestations sont fixés par le titulaire dans le mémoire technique annexé à son acte d'engagement.

Encadrement du personnel :

L'interlocuteur dédié pour le suivi et l'exécution des prestations, désigné par le titulaire est responsable de l'encadrement du personnel, du contrôle et du suivi de l'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques des CCTP.

Il est assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces. Il se rend aux convocations de la personne publique en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

Il présente également le site aux agents nouvellement affectés ou aux remplaçants.

Matériels :

Le titulaire ne peut pas exiger la mise à disposition de matériels.

Protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail :

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage durant l'exécution de ses missions à respecter les textes législatifs présents et à venir de la réglementation française et européenne liés aux prestations réalisées.

Les dispositions de l'article confidentialité s'appliquent.

Vêtements de travail :

Le titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection, d'un type et d'une couleur agréé par la personne publique afin d'identifier rapidement les agents d'intervention. En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, porte en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Ils présentent leur carte de service au bureau d'accueil sur le lieu de leur travail.

Aucun agent n'est admis sans son vêtement de travail ou insigne, ou s'il présente une tenue négligée.

La fourniture, le nettoyage et l'entretien de vêtements de travail du personnel sont à la charge du titulaire.

11 - Clause de réexamen

Mentionné à l'article 6

12 - Développement durable

Le pouvoir adjudicateur, dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article L.2111-1 du code de la commande publique. Dans le cadre des prestations objet du marché, le titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour garantir :

- la gestion des déchets produits en cours d'exécution du marché, et notamment leur traçage/traçabilité vers des filières de recyclage DEEE ;
- une organisation interne pour le suivi, le recyclage ou la dépollution des déchets produits ou collectés lors de l'exécution du marché ;
- un système de management environnemental prenant en compte la formation et la sensibilisation du personnel, le respect des consignes de traitement des déchets et la limitation de la consommation d'eau et d'énergie ;

- pour le nettoyage des bâtiments modulaires avant réception et/ou pour le nettoyage de chantier, l'usage des produits d'entretien et d'hygiène qui répondent aux critères des écolabels référencés (européens et NF environnement) ou équivalents. Le titulaire indique, s'il a mis en place dans le cadre de son activité, un système de management environnemental prenant en compte la formation et la sensibilisation du personnel, le respect des consignes de traitement des déchets et la limitation de la consommation d'eau et d'énergie.

13 - Installation et organisation du chantier pour les travaux accessoires de pose et installation des bâtiments modulaires ainsi que pour le retrait des modulaires, le cas échéant.

13.1 - Installation de chantier

Dans le cas où des installations de chantier sont nécessaires au titulaire pour réaliser les travaux accessoires de pose et installation des bâtiments modulaires ou de retrait, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier.

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

13.2 - Coordonnateur Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux

d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

13.3 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

13.3.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

13.3.2 - Nettoyage du chantier

Le titulaire a l'obligation de conserver en permanence le chantier propre en procédant à son nettoyage régulier.

13.3.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux avant réception des modulaires

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains, des lieux et des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution de l'installation des bâtiments modulaires ainsi que le retrait, le cas échéant. A la fin des travaux de pose et installation ou de retrait des modulaires, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, y compris la base vie.

Cela doit être fait en totalité, aucune opération de réception des travaux d'installation des bâtiments modulaires ne pourra être réalisée sans parfaite application de la condition traduite ci-dessus.

13.3.4 - Procédure de réception des bâtiments modulaires, ainsi que toutes les prestations décrites au CCTP, après réalisation des travaux de pose et installation

Le titulaire avise le maître d'ouvrage par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux de pose et installation des bâtiments modulaires ont été achevés ou le seront.

Le maître d'ouvrage procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai maximum qui est de vingt jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

A défaut de la fixation de la date de réalisation des opérations de réception par le maître d'ouvrage dans le délai imparti, la réception des travaux est réputée acquise à l'expiration d'un délai de trente jours.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;

- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'ouvrage et signé par lui et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, le maître d'ouvrage fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché, être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves. Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie, ne sont pas concluantes, la réception est retirée.

S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, ce délai ne pouvant excéder trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une refaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Toute prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage doit être précédée de leur réception. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

La présente procédure de réception pour les travaux d'installation et de pose des bâtiments modulaires est également applicable dans le cadre du retrait des modulaires, le cas échéant.

13.3.5 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) tel que mentionné à l'article 10 du CCTP.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS, le cas échéant, pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 200,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

14 - Constatation de l'exécution des prestations

14.1 - Vérifications

L'article 13 du CCAP traite des modalités de réception et déroge en totalité aux articles 27 et 28.1 du CCAG FCS.

Toutes les prestations qui ne sont pas listées dans l'article 13 du présent CCAP font l'objet des vérifications quantitatives et qualitatives simples qui seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par l'ingénierie du CHU De Bordeaux

14.2 - Décision après vérification

L'article 13 du CCAP traite des modalités de réception et déroge en totalité aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

En ce qui concerne les prestations qui ne sont pas listées dans l'article 13 du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, A l'issue des opérations de vérification.

15 - Garantie des prestations

15.1 - Garantie dans le cadre de la fourniture, des travaux de pose et installation

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 13.3.4, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché ;

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître d'ouvrage ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b) et c) ci-dessus ne sont à la charge du titulaire que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières éventuellement prévues par les documents particuliers du marché.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 13 ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, des mesures de nature à permettre de déceler des vices, le délai de garantie peut être prolongé par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations.

15.2 - Garantie pour les prestations (hors prestations de travaux de pose et installation)

Il est dérogé en totalité à l'article 28 du CCAG-FCS.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Il est entendu entre les Parties que, dans le cadre du Marché, aucune pénalité ne pourra être applicable au titulaire en cas de retard non imputable au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect du délai contractuel d'installation et pose des modulaires	Journalière	1 500€	Ce montant journalier s'applique pour chaque jour constaté de retard entre la date de fin des travaux de pose et d'installation programmée dans l'offre du titulaire et contractualisée au sens de l'article 2 du présent document et la date de fin réel des travaux de pose et d'installation mentionnée dans le PV de réception au sens de l'article 13.3.4 du présent document
Non-respect des modalités d'accès au site et des consignes de sécurité mentionnées aux articles 4 et 10 du présent document	Journalière	500€	Ce montant journalier s'applique pour chaque jour de manquement aux obligations contractuelles à partir du jour de la constatation et jusqu'à la remise en ordre constatée.
Sous-traitance non déclarée	Forfaitaire	2 000€	Sur constat de la maitrise d'ouvrage.
En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir en étude ou dans l'exécution des travaux et après leur réception par le ou les titulaires conformément au CCTP	Journalière	150€	A partir du premier jour de retard et jusqu'à la décision d'admission du pouvoir adjudicateur. En supplément et dans le cas précis de la non-remise du DOE, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une réfaction sur le prix d'un montant total de 5 000€ HT pour la non-remise de ce livrable.
Pour non-respect ou non observation d'un ordre de service	Journalière	500€	Pour chaque jour de manquement aux obligations à partir du jour de la constatation et jusqu'à la remise en ordre constatée.

Pour non-respect du délai d'intervention pour dysfonctionnement ou problème constaté durant la période de location	Journalière	500€	Pour chaque jour de manquement aux obligations d'intervention, pour le bon fonctionnement et continuité de service, fixé par écrit à partir du jour de la constatation et jusqu'à la remise en ordre constatée.
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------	------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire est responsable de l'ensemble des dommages et des conséquences pécuniaires directes ou indirectes des dommages qui pourraient être causés à toute personne présente sur site ou à tout bien appartenant à l'Administration ou à des tiers du fait de l'intervention de son personnel sur site et de l'exécution des prestations objet du système d'acquisition dynamique.

L'assurance responsabilité civile d'exploitation couvre les dommages corporels, matériels et immatériels. La garantie doit être suffisante et être souscrite auprès d'une compagnie d'assurances dont la solvabilité est reconnue.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation, **en dérogation à l'article 42 du CCAG FCS**

Exécution par défaut

Avec Résiliation

Si un marché est résilié aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Sans Résiliation

Si le titulaire n'exécute pas une prestation prévue dans un marché, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de ces prestations, aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.
- l'article 14.1 du CCAP déroge aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.
- l'article 14.2 du CCAP déroge aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.
- l'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG-FCS.
- L'article 16.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1. 3 du CCAG-FCS.